

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 45 (2018)
Heft: 4

Rubrik: Nouvelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Magdalena Martullo-Blocher



À la tête de l'une des plus grandes sociétés suisses, Magdalena Martullo-Blocher passe pour l'une des entrepreneuses ayant le mieux réussi et parmi les plus riches du pays. Elle a aussi gravi des marches importantes en politique. À 49 ans, elle dirige le groupe Ems-Chemie, est mère de trois enfants et conseillère nationale UDC depuis 2015. La Suisse se demande si la fille du vétéran de l'UDC Christoph Blocher va se consacrer totalement à la politique ou rester dans le monde de l'entreprise.

Vu son parcours professionnel, on penche plutôt pour la deuxième option. Elle dirige son groupe spécialisé dans la chimie à Domat/Ems dans les Grisons avec encore plus de succès que son père, à qui elle a succédé lorsqu'il a été élu au Conseil fédéral en 2003. L'évolution positive du chiffre d'affaires de l'année dernière s'est poursuivie au premier trimestre 2018.

Magdalena Martullo-Blocher déclare aussi à la moindre occasion qu'elle préfère son entreprise à la politique. Mais si la patrie est en danger, elle serait prête à se sacrifier pour s'assurer que tout va bien au gouvernement: «En cas d'absolue nécessité, si l'UE nous mettait soudain sous une forte pression, j'envisagerais alors cette fonction», a-t-elle répondu à plusieurs médias qui l'avaient interrogé sur ses ambitions au Conseil fédéral. Elle ressemble à son père non seulement dans son style et son comportement, mais aussi dans ses méthodes: assouvir ses ambitions politiques sous couvert de se donner la «mission» de protéger le pays et le peuple de la misère et de la détresse. En mars 2018, Magdalena Martullo-Blocher a remplacé son père au bureau de la direction du parti, l'une des positions les plus influentes au sein de l'UDC. La veille de l'élection, son père déclarait encore qu'elle ne voulait pas de ce poste, mais qu'elle n'avait pas le choix. JÜRIG MÜLLER

La candidature olympique «Sion 2026» n'est plus d'actualité.

La Suisse ne sera finalement pas candidate pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver en 2026. Le Conseil fédéral avait certes accordé en avril près d'un milliard de francs pour la candidature «Sion 2026» qui visait à utiliser les infrastructures sportives existantes dans les quatre cantons du Valais, de Fribourg, de Berne et des Grisons. Mais le 10 juin, les Valaisans se sont prononcés contre la contribution de leur canton à hauteur de 100 millions de francs pour les Jeux (voir aussi l'éditorial en page 3). La candidature a ainsi été balayée. Les préoccupations financières et écologiques ont fait pencher la balance du côté du non. (MUL)

Échange de journaux entre Tamedia et Blocher

Une spectaculaire restructuration renouvelle l'agitation dans les médias suisses: en avril 2018, l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher a vendu au groupe médiatique zurichois Tamedia la «Basler Zeitung», achetée six ans plus tôt. En contrepartie, l'entreprise a légué au responsable politique UDC l'hebdomadaire «Tagblatt der Stadt Zürich», distribué dans tous les foyers, ainsi que d'autres journaux locaux. Avec cet échange, Tamedia consolide sa position dominante dans le paysage médiatique suisse. Quant à Blocher, il se concentre sur les journaux locaux gratuits. En 2017, il avait déjà acheté l'éditeur Zehnder et ses 38 titres. (JMJ)

La garde suisse pontificale se développe

La garde suisse, le plus petit corps militaire armé au service du Vatican, se développe. Selon le commandant de la garde Christoph Graf, les exigences accrues en matière de sécurité nécessitent des renforts pour passer de 110 à 135 gardes. Fondée en 1506, la garde suisse est responsable des services de garde et d'honneur au Vatican, mais également de la protection du pape. En 2000, les effectifs étaient passés de 100 à 110 hommes. (MUL)

Diminution de l'aide suisse au développement en 2017

Le montant consacré à l'aide publique au développement de la Suisse s'est élevé en 2017 à 3,05 milliards de francs, ou 0,46 % du produit intérieur brut (PIB), et a donc perdu près d'un demi-milliard de francs par rapport à l'année précédente. Les autorités fédérales parlent du «résultat le plus bas depuis 2013». Selon elles, ce recul est dû à la très forte baisse des dépenses pour les demandeurs d'asile, qui sont prises en compte dans l'aide au développement. Alliance Sud, l'organisation faîtière d'aide au développement, critique cette évolution. Selon elle, la Suisse a de nouveau manqué son objectif défini de porter l'aide au développement à 0,5 % du PIB et le montant de cette aide est aussi très loin de l'objectif international de 0,7 %. (MUL)